



LA « CRISE DE LA REPRÉSENTATION POLITIQUE » SYMPTOMES, DIAGNOSTICS ET REMÈDES PROPOSÉS

DAVID HAIGRON
Université de Caen

De nombreuses analyses universitaires et journalistiques convergent pour diagnostiquer une « crise de la représentation politique » dans les démocraties occidentales. Le Royaume-Uni n'est pas épargné par ce constat. Ceci s'exprime, entre autres, par une suspicion grandissante à l'égard de la classe politique (gouvernement, parlement, partis), exprimée dans les sondages d'opinion, par une hausse de l'abstention ou par un vote plus fluctuant et plus éclaté. Les causes supposées sont diffuses, mais se cristallisent autour du sentiment que les partis politiques, en général, et les gouvernements, en particulier, ne respectent pas la volonté de l'électorat et que leur action ne sert pas en priorité ceux qu'ils sont censés représenter. Ce qui fait « crise » est donc la remise en cause par les citoyens, dans les démocraties dites représentatives, de la légitimité de leurs représentants (les élus) à les représenter (c'est-à-dire à prendre des décisions en leur nom).

D'une manière générale, la notion de « crise » suppose une rupture par rapport à un ordre établi ou idéal. Dans le discours politique, elle correspond à un dérèglement auquel il faut apporter une « solution » (le plus souvent dans l'urgence) et ses causes sont le plus souvent présentées comme exogènes. Ceci se vérifie particulièrement dans le domaine économique (la crise économique de 2008 due à la défaillance du « système financier »), mais aussi dans le domaine social (les émeutes anglaises de 2011 déclenchées par des « gangs désocialisés »). Or, pour ce qui concerne la « crise de la représentation », les partis sont directement désignés comme responsables et doivent donc adapter leur discours pour répondre à une opinion majoritaire au sein du public auquel il s'adresse. Paradoxalement, c'est dans cette remise en cause qu'ils puisent l'énergie de l'action et les arguments de la catharsis censée les réhabiliter aux yeux de ceux dont dépend leur légitimité à exercer le pouvoir. En se référant à l'origine étymologique du mot, on peut donc définir la « crise » comme « un *moment*

d'intervention décisive, et non uniquement comme un moment de fragmentation, de dislocation ou de destruction »¹, tout en rappelant qu'en politique, cette notion relève aussi d'une construction narrative au service d'une intention².

Cet article se propose d'étudier, en amont, les éléments empiriques (enquêtes statistiques et qualitatives) et théoriques (interprétations du concept de « représentation ») sur lesquels la « crise » s'est construite, dans les faits et dans le discours, et de présenter, en aval, les conséquences de ce qui est perçu comme une crise sur l'attitude des partis politiques.

Dans un premier temps, nous souhaiterions revenir sur l'interprétation des symptômes et sur les outils du diagnostic sur lesquels se fonde le constat de l'actuelle « crise de la représentation ». Nous nous interrogerons ensuite sur le concept même de « représentation » en démocratie et sur les éléments constitutifs de ce principe qui seraient en crise. En dernier lieu et en nous concentrant sur la dernière décennie, nous étudierons les réponses apportées par les partis politiques à ce qui se présente à eux comme une crise de *leur* légitimité à représenter les citoyens, à la fois en termes de positionnement (valeurs et programmes) et de communication (image et discours). Pour ce faire, nous nous appuierons sur différents supports (manifestes, déclarations publiques, site internet des partis, spots télévisés, etc.)

Les symptômes de la crise : une défiance grandissante envers les représentants politiques

La « crise de la représentation politique » est un phénomène observé en Europe depuis les années 1980 [HAYWARD], voire avant cela³. Les sondages d'opinion en donnent une « photographie statistique » et permettent, dans le temps, d'en mesurer l'évolution. L'Eurobaromètre d'août 2011 révélait ainsi que seuls 32 % des Européens disaient avoir confiance dans leur gouvernement⁴. Au Royaume-Uni, ce chiffre est passé de 47 % en 1987 à

¹ "a moment of decisive intervention and not merely a moment of fragmentation, dislocation or destruction" [HAY, 1999 : 317] (italiques de l'auteur).

² *Idem*. Voir aussi HAY, 1996 : 253-277.

³ Georges Burdeau, « L'évolution des techniques d'expression de l'opinion publique dans la démocratie », in Centre des sciences politiques de l'institut d'études juridiques de Nice, *L'Opinion publique*, Paris : PUF, 1957, p. 140, cité in DENQUIN : 1.

⁴ Eurobaromètre Standard 75, *L'Opinion publique dans l'Union européenne*, août 2011, p. 29. Etude réalisée par TNS Opinion & Social à la demande de la Commission européenne – Direction générale Communication (http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb/eb75/eb75_publ_fr.pdf).

20 % en 2010⁵ et le sentiment selon lequel les gouvernements tendent à privilégier les intérêts partisans au détriment des besoins de la nation s'est accru⁶. Ceci est concomitant à un déclin de l'appartenance et de l'identification partisane (couplé au recul de l'identité de classe ou religieuse jadis structurante du vote)⁷. Le taux d'abstention est également cité comme une illustration de cette défiance : de 17,5 % en 1951, il est passé à 34,9 % en 2010 avec un pic aux élections législatives de 2001 (40,6%), qualifiées de « raz-de-marée apathique » (« *apathetic landslide* »)⁸. Une enquête publiée en 2012 révèle, en outre, que 18 % des électeurs interrogés n'accordent aucune utilité au vote (contre 3 % en 1987) [PARK : 1]. Combinées à un éclatement de l'offre (en 1950, Travailleurs et Conservateurs réunissaient 90 % des suffrages contre 65,1 % en 2010) et au vote « sanction » qui profite aux partis minoritaires ou nationalistes, il résulte de ces tendances que les gouvernements sont portés au pouvoir avec une minorité de voix (35,2 % pour les Travailleurs en 2005, 36,1 % pour les Conservateurs en 2010, en coalition avec des Libéraux-démocrates n'ayant reçu que 23 % des suffrages)⁹.

⁵ Ces deux chiffres sont le résultat de sondages effectués après le scrutin législatif de 1987 et 2010. Ces sondages post-électorales signalent toujours une remontée de confiance par rapport aux périodes situées entre les élections. En revanche, ils révèlent aussi une baisse tendancielle d'élection en élection [PARK : 8].

⁶ Dans une enquête réalisée après les élections de 2010, seuls 20 % des personnes interrogées déclaraient faire confiance aux partis politiques pour placer les intérêts nationaux au-dessus des intérêts partisans, contre 33 % en 1997 et 47 % en 1987. [PARK : 1].

⁷ Michael Moran, *Politics and Governance in the UK*, Basingstoke: Palgrave Macmillan, 2011 (2^e édition), p. 248 ; Anthony Heath, John Curtice, Gabriella Elgenius & Jean Martin, "Identities and Social Action: Are traditional identities in decline?" (<http://www.sociology.ox.ac.uk/index.php/projects/identities-and-social-action-are-traditional-identities-in-decline.html>) ; Anthony Heath, Jean Martin, Gabriella Elgenius, "Who do we think we are?: The decline of traditional social identities", in PARK 1-34 ; Ulrich Beck, Anthony Giddens & Scott Lash, *Reflexive Modernization: Politics, Tradition and Aesthetics in the Modern Social Order*, Cambridge: Polity Press, 1994 ; Ivor Crewe & Katarina Thomson, "Party Loyalties: Dealignment or Realignment?", in Geoffrey Evans & Pippa Norris (eds.), *Critical Elections: British Parties and Voters in Long-Term Perspective*, London: Sage, 1994, pp. 64-86.

⁸ Martin Harrop, "An Apathetic Landslide: the British General Election of 2001", *Government and Opposition*, vol. 36, 2001, pp. 295-313 ; Pippa Norris, "Apathetic Landslide: The 2001 British General Election", *Parliamentary Affairs*, vol. 54, n° 4, 2001, pp. 565-589.

⁹ Avec 57 sièges remportés en 2010 (sur 650), les Libéraux-démocrates ont même perdu 5 députés par rapport au scrutin de 2005.

D'une manière plus événementielle, la « crise de la représentation » s'exprime aussi par des mobilisations de masse échappant entièrement ou partiellement au contrôle institutionnel. On peut citer le défilé londonien de février 2003 contre l'intervention britannique en Irak (un million de citoyens), les manifestations contre l'augmentation des frais universitaires ou contre la réforme des retraites dans la fonction publique en 2010/2011, ou, en 2011/2012, le mouvement d'« occupation de la City », le quartier financier de la capitale (« *Occupy the London Stock Exchange Movement* » ou « *Occupy London* »), inspiré du rassemblement madrilène des « *indignados* » (« indignés ») et d'« *Occupy Wall Street* » à New York. Qu'ils remettent en cause une réforme donnée, un gouvernement, voire un système, ces mouvements citoyens ont en commun de vouloir, avant tout, exercer une pression sur des dirigeants élus dont ils espèrent qu'ils changeront d'orientation politique et/ou se feront les porte-parole de la contestation populaire auprès des instances communautaires ou internationales (UE, ONU, FMI, etc.)¹⁰.

Le cas de l'*English Defence League* est particulier puisque cette organisation se présentant comme un « groupe contestataire » (« *protest group* ») prétend condamner « le fondamentalisme islamique, l'islamisme et l'incapacité lâche de notre gouvernement à traiter cette question »¹¹ tout en faisant appel audit gouvernement pour garantir les libertés fondamentales (droits de l'homme, respect des communautés, éducation, etc.)¹², et en organisant des marches connues pour les violences aux biens et aux personnes qui les accompagnent¹³. Les émeutes urbaines d'août 2011 constituent également un cas particulier puisqu'elles ne relèvent pas d'une organisation porteuse d'un objectif et d'une revendication explicite auprès des représentants politiques, mais témoignent d'une absence d'espoir en l'avenir, d'une colère vis-à-vis de conditions de vie dégradées, d'un déficit éducatif de la part des parents et de

¹⁰ Cette approche illustre l'opposition qui peut s'opérer entre les notions de « légitimité » et de « position privilégiée ». L'apparent affaiblissement du rôle des partis en tant que représentants est compensé par le renforcement de leur position en tant que détenteurs de fonctions officielles. Peter Mair, « Political Parties, Popular Legitimacy and Public Privilege », in HAYWARD : 42.

¹¹ « *Islamic Extremism, Islamism and our governments [sic] spineless inability to address the issues* », site Internet de l'*English Defence League* (<http://englishdefenceleague.org/>).

¹² *Ibid.* (<http://englishdefenceleague.org/about-us/mission-statement/>).

¹³ Matthew Taylor, « Far-right attacks escalate after BNP election defeats », *The Guardian*, 27/05/11 (<http://www.guardian.co.uk/uk/2011/may/27/far-right-attacks-rise?INTCMP=ILCNETTXT3487>).

rapports conflictuels entre les habitants des quartiers concernés et les autorités (notamment la police)¹⁴.

Le diagnostic de la crise : une parole et une image politiques décrédibilisées

Telle que définie dans l'introduction, la « crise de la représentation » est renforcée par le sentiment que, dans les démocraties libérales postindustrielles, les principaux partis offrent la possibilité d'une alternance plus que d'une alternative et que les choix qu'ils proposent aux électeurs diffèrent peu¹⁵. Le scrutin de 2010 en fournit un exemple puisqu'au-delà de divergences sur le calendrier des réformes et le montant des coupes budgétaires, Travaillistes, Conservateurs et Libéraux-démocrates ont fait de la réduction du déficit et de la résorption de la dette publique une priorité¹⁶. D'autres éléments témoignent d'un rapprochement idéologique et rhétorique entre ces formations : Margaret Thatcher saluant les qualités de Tony Blair¹⁷, le *New Labour* ne remettant pas en cause la doctrine néolibérale défendue par la Dame de fer (rigueur budgétaire, lutte contre l'inflation, etc.), David Cameron se présentant comme « l'héritier de Blair », les similitudes entre le concept de « *big society* » porté par le leader conservateur et certains préceptes de la « troisième voie » néo-travailliste (« société des parties prenantes », partenariats public-privé, etc.), les Libéraux-démocrates formant un gouvernement de coalition avec les Conservateurs et approuvant la réforme des droits d'inscription universitaires en dépit de la promesse signée de Nick Clegg à la NUS, etc.

Dans le même temps, ces rapprochements programmatiques ont été accompagnés par une dissolution apparente des responsabilités (délégation de services publics, *Public Finance Initiative*, *Public Private Partnership*, *quangos*, etc.) et par une « dépolitisation » du discours tendant à présenter les problèmes (et leurs solutions) comme « techniques » et faisant l'objet d'un

¹⁴ Voir *After the Riots: The final report of the Riots Communities and Victims Panel*, March 2012 (<http://riotspanel.independent.gov.uk/wp-content/uploads/2012/03/Riots-Panel-Final-Report1.pdf>).

¹⁵ En 2010, 23 % des électeurs interrogés estimaient qu'il existait « une grande différence » entre les partis, contre 88 % en 1983. Il faut cependant noter une légère hausse par rapport à 2001 (17 %) et 2005 (13 %) [PARK : 8 & 20].

¹⁶ Voir *The Conservative Manifesto 2010: Invitation to Join the Government of Britain*, pp. 6-8 ; *The Labour Party Manifesto 2010: A Future Fair for All*, p. 1.3 ; *Liberal Democrat Manifesto 2010*, pp. 14-16.

¹⁷ Stephen Castle, "Thatcher praises 'formidable' Blair", *The Independent*, 28/05/95 (<http://www.independent.co.uk/news/thatcher-praises-formidable-blair-1621354.html>).

consensus dans l'intérêt national¹⁸. S'y ajoute le dévoiement de la parole politique par l'abus dénoncé de communication (« *spin* », « *agenda setting* », etc.). Ceci nourrit le sentiment qu'il existe un manque de transparence et que les décisions prises par les gouvernants ne servent pas en priorité l'intérêt du peuple. Les scandales des dernières années ont grandement contribué à alimenter cette opinion. La loi de 2000 sur le financement des partis politiques (*Political Parties, Elections and Referendums Act*) a ainsi été contournée par la « vente de services » visant à récupérer des fonds de la part de donateurs prêts à payer de fortes sommes pour se voir attribuer un titre de noblesse (« *cash for honours* » en 2007)¹⁹, pour obtenir d'un député qu'il use de son influence pour orienter la loi dans un sens favorable à des lobbyistes (« *cash for influence* » en 2010)²⁰ ou pour bénéficier d'une audition privée avec le Premier ministre (« *cash for access* » en 2012)²¹. Mais le scandale qui a eu le plus grand retentissement aura été celui des notes de frais parlementaires (« *MPs' expenses claims* » en 2009) lorsque le *Daily Telegraph* a

¹⁸ Pour une définition du terme dans le contexte britannique des années 2000, voir Peter Burnham, "New Labour and the politics of depoliticisation", *British Journal of Politics and International Relations*, vol. 3, n° 2, juin 2001, p. 128, ou Norman Fairclough, "A dialectical-relational approach to critical discourse analysis in social research", in Ruth Wodak & Michael Meyer (eds.), *Methods of Critical Discourse Analysis*, London: Sage, 2009 (2nde édition), p. 173. Voir aussi Jacques Rancière, *Aux bords du politique*, Paris: Osiris, 1992; Norman Fairclough, *New Labour, New Language?*, London: Routledge, 2000; Colin Hay, *Why We Hate Politics*, Cambridge: Polity, 2007; Rosé Cussó & Corinne Gobin (coord.), « Du discours politique au discours expert », *Mots : les langages du politique*, n° 88, novembre 2008.

¹⁹ Andrew Grice & Colin Brown, "Cash-for-honours trail that leads to Number 10", *The Independent*, 31/01/07 (<http://www.independent.co.uk/news/uk/politics/cashforhonours-trail-that-leads-to-number-10-434396.html>).

²⁰ Le ministre travailliste Stephen Byers avait ainsi déclaré à des journalistes se faisant passer pour des lobbyistes : « *I'm like a cab for hire* ». Ces propos avaient été filmés en caméra cachée. Rebecca Lefort, "Four Labour MPs implicated in 'cash for influence' scandal", *The Daily Telegraph*, 21/03/10 (<http://www.telegraph.co.uk/news/politics/labour/7490787/Four-Labour-MPs-implicated-in-cash-for-influence-scandal.html>).

²¹ Cette fois-ci, c'est Peter Cruddas, le co-trésorier du Parti conservateur, qui déclinait devant des journalistes et une caméra cachée la liste des tarifs pour être mis en relation avec des élus susceptibles d'orienter les politiques gouvernementales. Pour 250 000 livres sterling, les donateurs « de première ligue » pouvaient rencontrer le Premier ministre. Patrick Wintour, "Political party funding rules face overhaul as talks continue", *The Guardian*, 11/04/12 (<http://www.guardian.co.uk/politics/2012/apr/11/party-funding-overhaul-talks-continue>).

publié le relevé des demandes illégitimes de remboursement effectuées par les députés pour des frais personnels ?²² Dans un contexte préélectoral de crise économique et de restriction budgétaire, les sommes concernées et le nombre très élevé d'élus impliqués (jusqu'au *speaker* de la Chambre des communes) ont contribué à jeter le discrédit sur la classe politique tout entière. Enfin et en dépit des amendes honorables et des promesses de transparence faites pendant la campagne, l'affaire des écoutes téléphoniques commanditées par le tabloïd *News of the World* du groupe Murdoch, la démission d'Andy Coulson (le directeur de communication du Premier ministre conservateur et ancien rédacteur en chef du journal)²³, ou les soupçons portant sur les conditions de rachat du bouquet satellitaire *BSkyB*²⁴ n'ont fait qu'éroder plus avant la confiance de la population dans ses dirigeants, d'autant plus dans le dernier exemple qu'il soulève la question de l'indépendance des médias et de la qualité de l'information.

À la lumière de ces événements, on peut comprendre les mécanismes qui font perdre aux électeurs la nécessaire confiance qu'ils doivent avoir dans la capacité des élus à les représenter et à défendre leurs intérêts ou, plus exactement, à défendre l'intérêt général en leur nom. Si l'on veut analyser correctement en quoi elle est en « crise », il convient en premier lieu de définir ce qu'est la « représentation politique » et ce qu'elle implique.

De quoi la « représentation politique » est-elle le nom ?

Les penseurs du XVIII^e siècle comprenaient la démocratie comme une forme d'« auto-gouvernement » par lequel le peuple s'administrerait lui-même [CAPDEVILA : 44]. Ils lui préféraient donc un modèle représentatif que Thomas Paine décrit comme une « greffe » de la représentation sur la démocratie, grâce à laquelle « nous parvenons à un système de gouvernement capable d'embrasser et de fédérer tous les intérêts, aussi divers soient-ils, ainsi que chaque portion du territoire et de la population »²⁵. Il prolonge ainsi les écrits de l'abbé Sieyès et insiste sur le fait

²² John Curtice & Alison Park, "A tale of two crises: banks, MPs' expenses scandal and public opinion", in PARK : 131-154.

²³ "Q&A: News of the World phone-hacking scandal", *BBC News*, 27/02/12 (<http://www.bbc.co.uk/news/uk-11195407>).

²⁴ "Cameron defends Murdoch executive meal during BSkyB bid", *BBC News*, 3/05/11 (<http://www.bbc.co.uk/news/uk-politics-13265218>).

²⁵ "Simple democracy was society governing itself without the use of secondary means. By ingrafting representation upon democracy, we arrive at a system of government capable of embracing and confederating all the various interests and every extent of territory and population [...].", Thomas Paine, *The Rights of Man*,

que le pacte social (« *social compact* ») lockéen doit être constitutionnellement formalisé²⁶. Enfin, il met en garde contre la tentation des élus de former une caste à part des électeurs, et recommande la tenue fréquente d'élections de manière à favoriser les rencontres, les échanges et le développement d'une communauté d'intérêts dont dépend, in fine, la « *force du gouvernement et le bonheur des gouvernés* »²⁷. Au-delà de ce principe général, la « représentation politique » peut prendre différentes significations concrètes²⁸.

Première signification : la représentation est à comprendre dans sa dimension symbolique et transcendante²⁹. Le peuple s'incarne alors dans un leader charismatique et providentiel (notamment en période de crise) dont il n'est pas attendu qu'il porte une volonté collective mais, au contraire, qu'il ouvre une voie en appelant à le suivre. Cette acception populiste implique que ce leader (s'exprimant à la première personne du singulier) se place au-dessus du peuple et tisse avec lui un lien direct en écartant tous les corps intermédiaires (syndicats, associations, etc.)³⁰. La présidentialisation, voire la « monarchisation », du système politique britannique actualise cette définition, et les chefs de parti font certes l'objet d'une exposition médiatique importante. Dans le même temps toutefois, cette tendance est dénoncée comme un dévoiement du système parlementaire³¹.

Part II: "Combining Principle and Practice", Chap. III: "Of the Old and New Systems of Government" [1792], cité in CLARK : 193.

²⁶ Thomas Man, *Writings*, Part II, p. 139, cité in CLARK : li-iv.

²⁷ « *the strength of government and the happiness of the governed* », Thomas Paine, *Common Sense*, Part I: "On the Origin and Design of Government in General, with Concise Remarks on the English Constitution" [1776], cité in CLARK : 6 (italiques de l'auteur).

²⁸ Nous nous inspirons ici, entre autres, de DENQUIN ; Rémi Lefebvre, « Rapprocher l'élu et le citoyen : la "proximité" dans le débat sur la limitation du cumul des mandats (1998-2000) », in Christian Le Bart & Rémi Lefebvre (coord.), « Proximité », *Mots: les langages du politique*, n° 77, mars 2005, pp. 41-57 ; Ian Shapiro *et al.* (eds.), *Political Representation*, Part II: "Theories of Political Representation", Cambridge: CUP, 2009, pp. 61-138 ; Nadia Urbinati, *Representative Democracy: Principles and Genealogy*, Chicago: University of Chicago Press, 2006, pp. 20-25.

²⁹ Hannah Fenichel Pitkin, *The Concept of Representation*, Berkley: University of California Press, [1967] 1992, citée in LACLAU : 188-189.

³⁰ LACLAU ; Alexandre Dorna, *De l'âme et de la cité: Crise, populisme, charisme et machiavélisme*, Paris : L'Harmattan, 2004 ; Joël Gaubert, « La Crise de la représentation en politique », in Maryse Souchard *et al.*, *Le Populisme aujourd'hui*, Paris : M-éditer, 2007, pp. 77-108.

³¹ Michael Foley, *The Rise of the British Presidency*, Manchester: MUP, 1993 ; Anthony Mughan, *Media and the Presidentialization of Parliamentary Elections*, Basingstoke: Palgrave, 2000 ; Thomas Poguntke & Paul Webb, *The Presidentialization of Politics: A*

Deuxième signification : représenter c'est agir en simple porte-parole. Les députés seraient censés défendre au parlement la parole de leurs administrés. Cela supposerait que ces derniers parlent d'une seule voix et qu'ils expriment une volonté commune. Tel n'est pas le cas.

Troisième signification : représenter, c'est agir au nom de quelqu'un. La représentation constitue alors une « réduction institutionnelle » par laquelle on passe d'une indistinction (des millions d'électeurs anonymes) à une distinction (650 députés nommément identifiés) permettant la prise de décision [LAMIZET : 275-276]. L'élu devient dépositaire d'un « mandat » par lequel les électeurs lui délèguent leur parole et leur pouvoir. De cette approche, découlent trois conséquences en cascade, chacune d'entre elles donnant matière à contestation et donc pouvant nourrir une possible crise. En premier lieu, cette forme de représentation s'appuie sur le principe majoritaire, lequel est mis à mal lorsque le système du « *first-past-the-post* » (scrutin majoritaire uninominal à un tour) engendre un hiatus important entre le pourcentage de voix recueillies et le nombre de sièges obtenus³². Ensuite, les élus sont amenés à agir et à prendre des décisions au nom des citoyens selon un programme fixé par le parti auquel ils appartiennent. En d'autres termes, ils ont vocation à « vouloir pour la nation »³³. Le mandat « fait [alors] passer la dimension symbolique de la représentation dans la dimension réelle de l'action » [LAMIZET : 276]. Encore faut-il que leur légitimité à le faire ne soit pas remise en cause (lorsque les actions menées divergent des annonces faites par exemple). Enfin, les élus conservent la possibilité de consulter les citoyens par le biais des sondages dans ce que l'on nomme les « démocraties d'opinion »³⁴. Or cette pratique est souvent assimilée à un manque de courage politique, ledit courage étant compris comme la capacité d'un représentant à prendre des décisions allant à l'encontre de la volonté exprimée par les électeurs au nom de l'intérêt

Comparative Study of Modern Democracies, Oxford: OUP, 2005 ; R. Hinton, "The Prime Minister as an Elected Monarch", *Parliamentary Affairs*, vol. 13, 1960, pp. 297-303.

³² On peut citer les chiffres du scrutin législatif de mai 2010 : avec 36,1 % des suffrages, les Conservateurs obtiennent 307 sièges et, avec 29 %, les Travailleurs en remportent 258, lorsque les Libéraux-démocrates doivent se contenter de 57 sièges pour un score de 23 %. Une répartition strictement proportionnelle donnerait les résultats suivants (arrondis à l'unité supérieure) : 235 députés pour les premiers, 189 pour les seconds et 150 pour les troisièmes.

³³ Pierre Brunet, *Vouloir pour la nation : le concept de représentation dans la théorie de l'État*, Rouen : LGDJ, 2004.

³⁴ Bernard Manin parle de « démocratie du public » [MANIN, 1995]. Jacques Julliard emploie l'expression "doxocratie", *La Reine du monde: essai sur la démocratie d'opinion*, Paris : Flammarion, 2008.

général ou d'une « vision »³⁵. Et l'on qualifie de « démagogue » ou de « populiste » un gouvernement qui entendrait répondre à toutes les « demandes spécifiques » émanant de la population [LACLAU : 91-96 & 149-152], puisque le principe mandataire implique que « [les] citoyens qui se nomment des représentants renoncent et doivent renoncer à faire eux-mêmes la loi ; ils n'ont pas de volonté particulière à imposer. [...] Le peuple [...] ne peut parler, ne peut agir que par ses représentants »³⁶. On en revient alors à une forme de libéralisme oligarchique telle que pensée par Guizot (« doctrine du juste milieu »)³⁷. Là se trouve, en partie, la source du problème : du fait de leurs privilèges, les élus seraient incapables d'entendre et (encore moins) de répondre aux attentes du peuple.

La quatrième signification possible est aussi une réponse à cette critique et est souvent présentée comme un remède à la « crise de la représentation » : la légitimité du pouvoir et de la représentation démocratique doit reposer sur la ressemblance. Selon cette approche, on serait mieux représenté par quelqu'un du même âge, du même sexe, de la même origine sociale ou ethnique, ou partageant le même mode de vie que soi. On passe alors de la représentation à la *représentativité* (d'où l'idée de quotas ou de « *tokenism* ») avec un accent porté sur la notion de « proximité » (d'où l'idée de se présenter comme « ordinaire », d'être actif sur les réseaux internet, d'organiser des forums citoyens dans le but de promouvoir une démocratie dite participative, etc.).

³⁵ Voir, par exemple, la mobilisation citoyenne contre la construction d'un tronçon d'autoroute (*Newbury bypass*) en 1996 et la confrontation avec les forces de l'ordre (« *Third Battle of Newbury* »). Pour la dimension « visionnaire », voir l'intervention britannique au Kosovo voulue par Tony Blair en 1999 et formalisée dans sa « doctrine de la communauté internationale » (en référence à son discours du 22 avril 1999 devant le Chicago Economic Club). Cela reprend l'idée du « droit d'ingérence » autorisant certains États à intervenir militairement dans un pays tiers pour des raisons humanitaires (prévenir un génocide). Cet argument sera utilisé pour justifier l'intervention alliée en Irak à laquelle était opposée une large majorité de la population britannique.

³⁶ Abbé (Emmanuel-Joseph) Sieyès, discours du 7 septembre 1789, « Sur l'organisation du pouvoir législatif et la sanction royale », in *Les Orateurs de la Révolution française*, Paris : La Pléiade, 1989, pp. 1026-1027. Sieyès oppose l'« État représentatif » à l'« État démocratique », le second supposant une participation égalitaire des citoyens aux prises de décisions collectives. Voir aussi MANIN : 15.

³⁷ Le « juste milieu » fait ici référence à la classe moyenne (la bourgeoisie), située entre le peuple et l'aristocratie, appelée, de par cette position intermédiaire, à gouverner. Voir Marcel Prélot & Georges Lescuyer, *Histoire des idées politiques*, Paris : Dalloz, 1997, pp. 382-384.

L'enjeu est de taille pour les partis – et pour la démocratie telle qu'elle fonctionne – puisqu'au-delà de stratégies électorales, il s'agit de répondre à ce qui, malgré tout, reste une attente forte des citoyens et des électeurs, à savoir : la légitimité desdits partis à les représenter.

Les remèdes proposés par les partis à la crise de leur représentation

Il est possible de distinguer deux mouvements dans la réponse apportée par les partis. Ils ont, tout d'abord, cherché à restaurer le sentiment qu'ils représentent bien les intérêts des citoyens. On observe, à cet égard, un alignement des partis sur des thèmes supposés fédérateurs pour le plus grand nombre. L'équité (fairness) se voit ainsi déclinée dans ses différentes acceptions (justice sociale, redistribution des richesses, répartition fiscale, etc.)³⁸, accompagnée d'un appel à la cohésion nationale qui, dans le discours, peut prendre la forme d'une « grande société » (« big society ») chez les Conservateurs ou d'une « Grande-Bretagne brillante » (« brilliant Britain ») chez les Travaillistes³⁹. Le concept de « conservatisme compatissant » s'inscrit également dans cette optique (du « torysme d'unité nationale » dont se réclamait John Major en 1997 jusqu'aux travaux du Centre for Social Justice créé par Iain Duncan Smith et la mise en place, en 2011, du programme « Social Action » par le gouvernement Cameron)⁴⁰. Au-delà de l'application concrète des mesures proposées, il s'agit, par la fonction performative du discours, de construire une communauté nationale unie en la nommant.

En complément, et sans que cela soit incompatible, le discours politique peut chercher à s'adresser à un segment très précis de l'électorat. Ce découpage socio-typologique permet de signifier à un groupe déterminé que ses attentes sont bien prises en compte et que ses intérêts sont bien représentés. On pense ici à la « dog-whistle strategy » des Conservateurs conçue en 2005 par Lynton Crosby⁴¹ ou aux différents sociotypes créés pour

³⁸ Ceci s'illustre dans les slogans de campagne de 2010 : « *A Future Fair for All* » (Travaillistes) ou « *Change that works for you : building a fairer Britain* » (Libéraux-démocrates). Le titre des quatre chapitres du manifeste libéral-démocrate de 2010 renvoient également à cette notion : « *fair taxes* », « *a fair chance* », « *a fair future* » et « *a fair deal* ».

³⁹ Voir le spot travailliste du 16/04/10 présenté par Eddie Izzard.

⁴⁰ Norman Jesse & Ganesh Janan, *Compassionate Conservatism : What it is, why we need it*, London: Policy Exchange, 2006.

Voir aussi : http://www.conservatives.com/Get_involved/Social_Action.aspx.

⁴¹ David Butler & Dennis Kavanagh, *The British General Election of 2005*, Basingstoke: Palgrave Macmillan, 2005, p. 39.

circonscrire puis viser des groupes d'électeurs homogènes dans leurs attitudes, leurs comportements et leurs attentes : l'« Essex Man » des années 1980/90 et la « Holby City Woman » de 2010 chez les Conservateurs, la « Worcester Woman » de 1997 et 2001, la « Bacardi Breezer Woman » de 2005 ou le « Motorway Man » de 2010 chez les Travailleurs⁴².

Par ailleurs, l'idée de transparence et de probité est mise en avant dans la communication des partis. En témoigne la création, en avril 2004, du site Directgov par les Travailleurs dans le but de rendre l'action du gouvernement plus visible et faciliter l'accès à l'information concernant les services publics⁴³. En 2005, les Conservateurs faisaient quant à eux figurer la notion d'« accountability » parmi les six expressions clés imprimées en couverture de leur manifeste et, en 2010, ils promettaient un gouvernement « plus responsable et plus représentatif »⁴⁴ pendant que David Cameron proposait « un contrat avec les électeurs » (« a contract with the voters ») dans le spot télévisé diffusé le 3 mai de la même année. La campagne pour les élections législatives de 2010 a vu fleurir d'autres déclarations d'intention de ce type à un moment où les partis se trouvaient particulièrement exposés et où les citoyens étaient d'autant plus attentifs à la question de leur honnêteté. Dans leur commentaire sur le scandale des notes de frais parlementaires, les chefs de partis ont reconnu que leur formation respective portait une part de responsabilité, mais, loin d'impliquer une remise en cause du système, les remèdes proposés sont restés essentiellement techniques : le manifeste des trois principaux partis proposaient, par exemple, d'introduire un « droit de destitution » (« right of recall ») par

⁴² Michael Streeter, "Election '97: This time, prime target is Mondeo Man", *The Independent*, 10/04/97 (<http://www.independent.co.uk/news/election-97-this-time-prime-target-is-mondeo-man-1266242.html>); Jonathan Oliver, "David Cameron in bid to seduce Holby City Woman", *The Times*, 26/07/09; Brian Wheeler, "Who is the next Holby City Woman?", *BBC News*, 19/04/10 (http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/politics/8620211.stm); Jim Pickard, "Party pollsters chase after Motorway Man", *The Financial Times*, 21/01/10 (<http://www.ft.com/cms/s/0/2c5b66b6-06c4-11df-b426-00144feabdc0.html>); Jamie Doward, "Motorway Man holds key to general election victory", *The Observer*, 7/02/10 (<http://www.guardian.co.uk/politics/2010/feb/07/motorway-man-election-winner>).

⁴³ Voir http://www.direct.gov.uk/en/SiteInformation/DG_4004497. Le site est appelé à être remplacé par « Gov.uk ».

⁴⁴ *Are you thinking what we're thinking?: It's time for action. Conservative Election Manifesto 2005. "Make government more accountable and representative"*, *The Conservative Manifesto 2010: Invitation to Join the Government of Britain*, p. 67.

lequel les électeurs d'une circonscription pourraient démettre de ses fonctions un député coupable de malversations⁴⁵.

Dans un second mouvement, la ressemblance et la proximité sont avancées comme remèdes à la « crise de la représentation ». L'idée est de promouvoir une démocratie plus directe dans laquelle la distance entre élus et électeurs serait réduite. Ceci renvoie à la mise en garde de Thomas Paine rappelée plus haut et se traduit par la promotion d'un localisme valorisant le bon sens commun, l'utilisation des nouveaux outils de communication et la décentralisation de la prise de décision, en rupture avec une hiérarchisation du pouvoir fondée sur la parole aujourd'hui décrédibilisée des experts⁴⁶. La création de la Greater London Authority et l'élection directe du maire de Londres inaugurée en 2000, ainsi que l'extension possible de ce type de scrutin à onze grandes métropoles en 2012, vont dans ce sens. Dans la même optique, le discours tend à renverser (ou rétablir) la répartition des rôles entre le peuple et ses dirigeants. « Ils sont les maîtres, nous sommes les serviteurs » (« they're the masters, we're the servants »), déclarait David Cameron lors d'un discours repris dans un spot de campagne (23 avril 2010). « Nous avons besoin d'une approche nouvelle. Notre défi est de nous assurer que nous avons les bonnes politiques pour construire un pays meilleur et plus équitable. Quels que soient les sujets qui vous tiennent à cœur, nous voulons entendre vos avis », répond en écho le site Fresh Ideas de l'opposition travailliste⁴⁷. En 2010 enfin, le dernier spot télévisé des Libéraux-démocrates s'ouvrait sur un message prononcé par différents sympathisants anonymes recrutés sur le compte Facebook du parti⁴⁸.

L'idée de redonner, non seulement la parole, mais également le « pouvoir au peuple », en lien avec l'idée de valoriser l'échelon local (les

⁴⁵ *The Conservative Manifesto 2010: Invitation to Join the Government of Britain*, p. 63 ; *The Labour Party Manifesto 2010: A Future Fair for All*, p. 9.2.

⁴⁶ Voir, par exemple, le manifeste publié à l'initiative du député conservateur Douglas Carswell, *Direct Democracy: An Agenda for a New Model Party*, London: direct-democracy.co.uk, 2005. Voir aussi Valérie Auda-André, « Le nouveau localisme conservateur ou les ambiguïtés de la modernisation », *Revue interdisciplinaire Texte et Contextes*, n° 5 : « Stéréotypes en langue et en discours », 2010 (<http://revuesshs.u-bourgogne.fr/textes&contextes/document.php?id=1077>).

⁴⁷ "We need a fresh approach. Our challenge is to ensure we have the right policies to build a better, fairer country. Whatever matters to you, we want to hear your views." (<http://fresh-ideas.org.uk/>). Les Travaillistes ont organisé une série de rencontres avec les habitants de différentes villes. Un compte rendu de ces forums est visible sur le site susnommé sous forme de courtes vidéos.

⁴⁸ Voir « Liberal Democrats harness huge online support for election broadcast », mis en ligne le 30 avril 2010 sur le site de Nick Clegg (<http://www.nickclegg.com>).

« communautés »), était très présente dans les manifestes de la dernière campagne législative⁴⁹ et était au cœur du discours prononcé le 19 mai 2010 par le nouveau vice-Premier ministre Nick Clegg sur la « révolution du pouvoir » (« power revolution »). Cet appel à la participation citoyenne s'appuie, en outre, sur une invitation à l'interaction via internet. Dès 2006, David Cameron déclarait ainsi : « L'éducation et la révolution de l'information sont en train de créer une nouvelle ère de progrès qui implique non pas les élites, mais les masses. Au XXI^e siècle, les citoyens, disposant de diplômes et de connexion haut débit, sont les égaux de ceux qui aspirent à les diriger »⁵⁰.

La notion de proximité s'applique aux leaders eux-mêmes qui s'efforcent d'apparaître comme « ordinaires » et proches des préoccupations quotidiennes de leurs concitoyens. En témoignent la réalisation de spots biographiques sur un modèle documentaire (Neil Kinnock en 1987, John Major en 1992, Tony Blair et Paddy Ashdown en 1997, Charles Kennedy en

⁴⁹ Voir *The Conservative Manifesto 2010: Invitation to Join the Government of Britain*, p. 63 ; *Liberal Democrat Manifesto 2010*, pp. 86-87 & 90.

⁵⁰ "Education and the information revolution are creating a new enlightenment, one that involves not the elites but the masses. In the 21st century, citizens, equipped with degrees and broadband connections, are the equals of those who aspire to rule them.", discours de David Cameron, "Government plans to restructure councils will further alienate voters", 30/03/06

(http://www.conservatives.com/News/Speeches/2006/03/Cameron_Government_plans_to_restructure_councils_will_further_alienate_voters.aspx).

On retrouve la deuxième phrase dans un discours du 6 mai 2006, "It's time to share power with the people, 6/05/06"

(http://www.conservatives.com/News/Speeches/2006/05/Cameron_Its_time_to_share_power_with_the_people.aspx).

Concernant l'utilisation de l'internet comme stratégie de rapprochement entre partis et électeurs, voir Emmanuelle Avril, « "Word of Mouth, Word of Mouse" : la campagne des Travailleurs à l'heure des "premières élections numériques" en Grande-Bretagne », *Revue française de civilisation britannique*, vol. 16.1, 2011, pp. 35-45 ; Rachel Gibson, Marta Cantijoch & Stephen Ward, "Citizen participation in the e-campaign", in Rachel Gibson, A. Williamson & S. Ward (eds.), *The Internet and the 2010 Election: Putting the Small 'p' Back in Politics?*, London: Hansard Society, 2010, pp. 5-18 ; Michael Margolis & David Resnick, *Politics as Usual: The Cyberspace Revolution*, Thousand Oaks: Sage, 2000 ; Nicholas Negroponte, *Being Digital*, New York: Knopf, 1995, Pippa Norris & John Curtice, "Getting the Message Out: A two-step model of the role of the internet in campaign communication flows during the 2005 British General Election", *Journal of Information Technology and Politics*, vol. 4, n° 4, 2008, pp. 3-13.

2001 et 2005), le blog vidéo initié par David Cameron (webcameron) ou la présence des chefs de parti sur les forums du site Mumsnet⁵¹.

En parallèle, les partis cherchent à renforcer la représentativité de leurs membres afin de produire un effet-miroir. Ceci se traduit principalement par l'introduction de règles visant à accroître le nombre de femmes et de membres des « minorités visibles » (« BME [black & minority ethnic] candidates ») au sein du personnel politique⁵². De manière plus anecdotique, David Cameron a aussi ouvert le processus de sélection des candidats conservateurs à toute personne désireuse de « nettoyer la politique » (« clean up politics »)⁵³. La Chambre des communes compte, depuis le scrutin de 2010, 143 députées (81 Travaillistes, 49 Conservatrices, 7 membres du Parti libéral-démocrate et une députée pour chacun des partis suivants : les Verts, le SNP, Sinn Féin, le SDLP, l'Alliance et l'UUP) [KAVANAGH & COWLEY : 319]. Le cabinet de coalition comprend cinq femmes, dont la présidente du Parti conservateur Sayeeda Warsi. Celles-ci font d'ailleurs l'objet d'un éclairage particulier, comme ce fut le cas lors de la campagne « wear it pink » d'octobre 2011 en faveur de la lutte contre le cancer du sein⁵⁴. Même si c'est dans des proportions nettement moindre, le nombre de députés de couleur a, lui aussi, augmenté. En 2005, deux candidats conservateurs noirs

⁵¹ "Power of Mumsnet grows as Gordon Brown hails it as a 'great British institution'", *The Daily Telegraph*, 3/03/10 (<http://www.telegraph.co.uk/family/7354971/Power-of-MumsNet-grows-as-Gordon-Brown-hails-it-as-a-great-British-institution.html>).

⁵² L'utilisation de listes exclusivement féminines pour la sélection des candidats à la députation (AWS, *all-women shortlists*) en est un exemple. Karine Rivière-De Franco, « Campaigns for a Better Representation of Women in the British Parliament: A 21st Century Issue? », *Revue LISA/LISA e-journal* : « The UK's political landscape in the 21st century: players, strategies, stakes », 2012. Voir aussi les travaux de la CEDAW (Convention on the Elimination of all forms of Discrimination Against Women : <http://www.homeoffice.gov.uk/equalities/international-equality/united-nations/cedaw/>) et son rapport publié en juin 2011, notamment le chapitre 7 consacré à la représentation des femmes dans la vie publique et politique britannique (<http://www.homeoffice.gov.uk/publications/equalities/international-equality/7th-cedaw-report?view=Binary>).

⁵³ Sur les quelque 4 000 personnes ayant répondu à cette invitation, 400 candidatures ont été étudiées, parmi lesquelles 200 ont fait l'objet d'une attention particulière. Au final, 4 d'entre elles ont été retenues et les personnes concernées ont été élues dans des circonscriptions déjà tenues par les Conservateurs. Byron Criddle, "More Diverse, Yet More Uniform: MPs and Candidates", in KAVANAGH & COWLEY : 316.

⁵⁴

http://www.conservatives.com/News/News_stories/2011/10/Women_MPs_wear_it_pink_for_breast_cancer.aspx

ont remporté des circonscriptions à l'électorat majoritairement blanc : Windsor et Cambridgeshire North West. Le premier, Adam Afriyie, s'est d'ailleurs vu confier la présentation du premier spot télévisé réalisé après ces élections (diffusé le 4 octobre). Cependant, malgré certaines avancées en termes de représentativité féminine et ethnique, le profil social et socioprofessionnel des candidats et des élus tend, au contraire, à s'uniformiser⁵⁵.

En conclusion : Une crise ? Quelle crise ?

Comme nous l'avons vu, il convient de définir ce qu'est et ce qu'implique la « représentation politique », faute de quoi l'on entretient une confusion entre ce qui serait une crise de cette représentation et ce qui relèverait d'une crise du mythe de la représentation⁵⁶. Opérer une distinction entre l'incarnation symbolique, la fonction de porte-parole, la délégation mandataire et la représentativité par ressemblance est donc nécessaire pour faire l'analyse de ce qui est identifié comme une crise. Dans le même ordre d'idée, cette dernière suppose une rupture avec un ordre ancien ou idéal et nourrit le mythe du « c'était mieux avant »⁵⁷. Pour certains, ce que l'on nomme « crise » n'est d'ailleurs qu'un moment d'adaptation normale au changement, et relève, en grande partie, d'une construction rhétorique amplifiée par les commentateurs, les éditeurs et autres éditorialistes car le sujet reste capteur d'attention et facteur de vente⁵⁸. Pour d'autres, l'existence même de cette « crise » fait l'objet d'une remise en cause. Mark Franklin note ainsi que les indicateurs utilisés pour en corroborer le développement peuvent être retournés s'ils sont lus avec plus de finesse⁵⁹. John Curtice et al. arguent que la défiance accrue des électeurs envers leur gouvernement est compensée par l'« efficacité du système » (« system efficacy »), soit une confiance plus générale dans la capacité du système politique (principe du

⁵⁵ Byron Criddle, "More Diverse, Yet More Uniform: MPs and Candidates", in KAVANAGH & COWLEY : 306-329

⁵⁶ Georges Burdeau, *La Politique au pays des merveilles*, Paris : PUF, 1979, pp. 132-38, cité in DENQUIN : 14.

⁵⁷ Paul Veyne, *Comment on écrit l'histoire*, Paris : Seuil, 1971, p. 91, cité in DENQUIN : 2.

⁵⁸ Hélène Landemore, "Is representative democracy really democratic?: Interview of Bernard Manin and Nadia Urbinati – New York, April 10, 2007", *Books & Ideas*, 31/03/2008 (<http://www.booksandideas.net/Is-representative-democracy-really.html>).

⁵⁹ Mark Franklin, *Voter Turnout and the Dynamics of Electoral Competition in Established Democracies since 1945*, Cambridge: CUP, 2004.

vote et de la représentation) à répondre à leurs demandes⁶⁰. D'autres études montrent que la vivacité de l'activisme associatif dément l'argument de l'apathie généralisée qui frapperait l'électorat, notamment sa tranche la plus jeune⁶¹, et la campagne de 2010 a, d'une part, prouvé que les débats télévisés organisés entre les chefs des trois principaux partis étaient capables de réunir des audiences élevées et, d'autre part, suscité un intérêt dont rendent compte les nombreux sites, blogs et forums alimentés pendant cette période⁶².

Force est de constater, toutefois, que cette notion s'est imposée comme un « obligatoire discursif »⁶³ et produit des effets dans le réel. Enfin, le thème de la « crise de la représentation » est parfois utilisé par les responsables politiques eux-mêmes dans le but de réaffirmer la nécessité d'un mode de fonctionnement et défendre la pérennité d'un système dont dépend leur légitimité [HAY, 1996 & 1999]. C'est à la lumière de ces éléments qu'il convient d'interpréter les stratégies adoptées par les partis politiques pour répondre aux critiques qui leur sont adressées et à ce qui est présentée et perçue comme une crise.

Bibliographie complémentaire

BOUGNOUX, Daniel. *La Crise de la représentation*. Paris : La Découverte, 2006.

CAPDEVILA, Nestor. *Tocqueville et les frontières de la démocratie*, Paris : PUF, 2007.

⁶⁰ John Curtice, Stephen Fisher & Laurence Lessard-Phillips, "Proportional Representation and the Disappearing Voter", in PARK : 124. Ils s'appuient ici sur le concept de « *system efficacy* » élaboré par Gabriel Almond & Sidney Verba, *The Civic Culture: Political Attitudes and Democracy in Five Nations*, Princeton, N.J.: Princeton University Press, 1963.

⁶¹ Pippa Norris, *Democratic Phoenix: Reinventing Political Activism*, Cambridge: CUP, 2002 ; Pippa Norris, "The impact of the Internet on political activism: Evidence from Europe", *International Journal of Electronic Government Research*, vol. 1, n° 1, 2005, pp. 20-39 ; Charles Pattie, Patrick Seyd & Paul Whiteley, "Citizenship and Civic Engagement: Attitudes and Behaviour in Britain", *Political Studies*, vol. 51, 2003, pp. 443-468.

⁶² Dominic Wring, Roger Mortimore & Simon Atkinson (eds.), *Political Communication in Britain: The Leader Debates, the Campaign and the Media in the 2010 General Election*, Basingstoke: Palgrave Macmillan, 2011, p. 136.

⁶³ On peut aussi parler d'« invariants du récit ». Christian Le Bart, *Le Discours politique*, Paris : PUF, 1998, pp. 68-69.

CLARK, Harry Hayden. *Thomas Paine : Representative Selections, with Introduction, Bibliography and Notes*. New York: American Book Cy, 1944.

COMMITTEE ON STANDARDS IN PUBLIC LIFE. *Survey of Public Attitudes towards Standards of Conduct in Public Life 2010*. London: Committee on Standards in Public Life, 2011.

DENQUIN, Jean-Marie. « Pour en finir avec la crise de la représentation ». *Jus Politicum* 4 (2010) : 1 (<http://www.juspoliticum.com/Pour-en-finir-avec-la-crise-de-la.html>).

FAUCHER-KING, Florence. « La crise de la représentation en Grande-Bretagne », *La Vie des idées*, 4 mai 2010 (<http://www.laviedesidees.fr/La-crise-de-la-representation-en.html>).

GABRIEL, George. "A Crisis of Representation", *Open Democracy*, 25/05/2009 (<http://www.opendemocracy.net/blog/ourkingdom-theme/george-gabriel/2009/05/25/a-crisis-of-representation>).

t'HART Paul. "Symbols, Rituals and Power: The Lost Dimensions of Crisis Management". *Journal of Contingencies and Crisis management* 1-1 (March 1993) : 36-50.

HAY, Colin. "Narrating Crisis: The Discursive Construction of the 'Winter of Discontent'". *Sociology* 30-2 (May 1996) : 253-277.

_____ "Crisis and the Structural Transformation of the State: Interrogating the Process of Change". *British Journal of Politics and International Relations* 1-3 (October 1999) : 317-344.

HAYWARD, Jack (ed.) *The Crisis of Representation in Europe*. London: Frank Cass, 1995.

JUDGE, David. *Representation : Theory and Practice in Britain*. London: Routledge, 1998.

KAVANAGH, Dennis & COWLEY, Philip (eds.) *The British General Election of 2010*, London: Palgrave Macmillan, 2010.

LACLAU, Ernest. *La Raison populiste [On Populist Reason]*, Paris : Seuil, 2008.

LAMIZET, Bernard. *La Médiation politique*, Paris : L'Harmattan, 1998.

LEFEBVRE, Rémi. « Rhétorique de la proximité et "crise de la représentation" ». In AUTES, Michel (coord.), « Les nouvelles politiques locales ». *Cahiers lillois d'économie et de sociologie* 35-36 (2001) : 111-132.

_____ « Quand légitimité rime avec proximité ». *Mouvements* 32 (2004) : 56-65.

MANIN, Bernard. *Les Principes du gouvernement représentatif*. Paris : Calmann-Lévy, 1995.

MINEUR, Didier. *Archéologie de la représentation politique*. Paris : Presses de Sciences Po, 2010.

PARK, Alison *et al.* (eds.) *British Social Attitudes: The 28th Report*. London: Sage, 2012.

(http://ir2.flife.de/data/natcen-social-research/igb_html/index.php?bericht_id=1000001&index=&lang=ENG).

ROSE, Nikolas. "Government, Authority and Expertise in Advanced Liberalism". *Economy & Society* 22-3 (1993) : 283-299.

SERWOTKA, Mark. "The Crisis of Political Representation in Britain Today". Arthur Priest Memorial Lecture, Manchester Metropolitan University, 15/10/2009 (<http://www.permanentrevolution.net/entry/2844>).

WHITE, Isobel. "Power to the People": *The Report of Power, An Independent Inquiry into Britain's Democracy*, SN/PC/3948, London: HMSO, 14/03/06 (<http://www.parliament.uk/documents/commons/lib/research/briefings/snp-c-03948.pdf>).